

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 31/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEROC ex-SNN

ZA DE BELLEFONTAINE, 1 RUE MARCEL FAUVEL
14400 Bayeux

Références : 14 / 2025 - 146
Code AIOT : 0005306265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement SEROC ex-SNN implanté lieu dit Grandes Carrières 14230 Saint-Germain-du-Pert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'un projet du SEROC d'installer un parc photovoltaïque au droit des casiers de stockage de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEROC ex-SNN
- lieu dit Grandes Carrières 14230 Saint-Germain-du-Pert
- Code AIOT : 0005306265
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Saint Germain du Pert est implantée sur la parcelle cadastrée ZA n° 3, au lieu dit « Les Grandes Carrières ». La superficie de la parcelle est de 44 882 m².

Le site a été exploité à partir de 1981 par le SIRTOM d'Isigny sur Mer - Trévières en tant que décharge contrôlée d'ordures ménagères, sous couvert de l'arrêté préfectoral du 4 février 1981. La Société Normande de Nettoyement (SNN) a été autorisée à en poursuivre l'exploitation par arrêté préfectoral du 16 juin 1996, avec une capacité du site qui est de 5 000 tonnes par an. Le site a cessé son exploitation commerciale le 30 juin 2001.

Le site est soumis à des obligations de post-exploitation pour une durée de 30 ans et des servitudes d'utilité publique ont été instituées afin de garder la mémoire de l'état du site et d'interdire tous usages susceptibles de modifier son état final.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le SEROC assure actuellement l'exploitation de cette ancienne décharge. Une déclaration de changement d'exploitant est à transmettre à l'inspection des installations classées en application des dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

Le projet de parc photovoltaïque sur la partie sommitale des casiers de stockage de déchets n'est pas incompatible avec les servitudes d'utilité publique en place et n'apparaît pas incompatible avec l'état général du site. La fin d'exploitation étant intervenue en 1999 et la remise en état des casiers ayant été réalisée dans la foulée, il convient toutefois que le SEROC anticipe la fin de la période de post-exploitation qui dure déjà depuis 25 ans et s'assure que la pose des panneaux photovoltaïques ne soit pas un obstacle en cas de travaux rendus nécessaires dans le cadre de la cessation d'activité en application des dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement (reprise de couverture par exemple).

En termes de procédure administrative, au regard du calendrier présenté, le projet de parc photovoltaïque interviendra avant la fin de l'instruction de la demande de cessation d'activité. Par conséquent, s'agissant d'une modification des conditions d'exploitation, un dossier de porter à connaissance doit être déposé par le SEROC en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fin de la	AP Complémentaire du 20/09/1999,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	période de post-exploitation et cessation d'activité	article 3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre les actions d'entretien engagées en 2025 : entretien des bassins, réparation de la clôture, accessibilité du poste d'aspiration dans la réserve incendie depuis la route, retrait des arbres racinaires présents sur les flancs du casier. Des travaux sont à prévoir sur la lagune de lixiviats n°3, qui est à l'origine d'écoulements sur la route. Une vigilance particulière doit être apportée au bon fonctionnement de la pompe de relevage des lixiviats, tant que le pompage des lixiviats est requis.

Enfin, le SEROC est invité à préparer la cessation d'activité en application des dispositions de l'article R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Le projet de parc photovoltaïque peut être une opportunité pour mutualiser les études et/ou travaux mais il ne doit pas entraver les éventuels travaux qui seraient rendus nécessaires dans le cadre de la cessation d'activité. Un cadrage réglementaire et technique sur ce sujet a été réalisé par ailleurs lors d'une réunion avec le porteur de projet le 25 février 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Post-exploitation
Prescription contrôlée : La période de suivi post-exploitation est prévue pour au moins 30 ans. Ce suivi et les contrôles porteront également sur l'entretien du site et sur les observations géotechniques avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles. Cinq ans après l'arrêt des installations, l'exploitant adressera un mémoire sur l'état du site, accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.
Constats : <u>Clôture périphérique</u> La clôture périphérique, doublée d'une haie végétale dense, est maintenue dans un état globalement satisfaisant. Le point d'intrusion, relevé lors de l'inspection du 2 février 2024 à proximité de la barrière d'accès (qui, elle, est sécurisée par une chaîne cadénassée), est toujours présent. Il est indiqué que ce site constitue un lieu de passage depuis de nombreuses années et que des intrusions sont régulièrement constatées malgré les réparations de clôture. Il est rappelé qu'il est de la responsabilité du SEROC d'assurer la sécurité des personnes amenées à intervenir aux abords ou s'approcher des bassins et lagunes, ceux-ci n'étant pas protégés contre le risque de

chute.

Entretien de la végétation

Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'entretien du site était assuré. Lors de l'inspection du 2 février 2024, un rappel avait été fait en ce qui concerne la végétation qui se développe sur l'emprise du casier de déchets (espèces invasives, buissons, arbres), principalement sur les flancs. Il est rappelé que les servitudes d'utilité publique prises par arrêté préfectoral du 16 octobre 2007 prévoit l'interdiction de "*plantation d'arbres ou de plantes, dont les racines seraient susceptibles de descendre à une profondeur supérieure à 50 cm*".

Le SEROC a fait procéder à une coupe de la végétation qui était accessible sur les flancs à partir des engins standard (parties basses et hautes des talus). Il a été indiqué que la suppression de la frange restante était au programme en 2025.

Relevage des lixiviats

Les lixiviats sont pompés en pied de casier et transférés vers trois lagunes placées en série (lagune lixiviats n°1 à 3), avant rejet vers le fossé situé le long de la rue des Hauts Vents).

Le jour de l'inspection, la pompe de relevage n'était plus alimentée électriquement. Elle a été remise en route immédiatement. Il a été indiqué qu'une vérification du bon fonctionnement était réalisé tous les mois ou tous les deux mois.

Il a également été constaté un écoulement d'eau sur la chaussée, semblant provenir d'une fuite au niveau de la lagune lixiviats n°3. Cette lagune présente une importante flore (roseaux).

Le bassin de collecte des eaux pluviales sert également de réserve incendie. L'accessibilité au poteau d'aspiration depuis la voie publique est compromise en raison de la présence d'une végétation dense. Ce constat avait déjà été formulé en février 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le SEROC doit veiller à renforcer les parties de clôture périphérique abîmées. Il doit par ailleurs supprimer la végétation envahissante empêchant l'accès à la canne d'aspiration incendie, du côté voie publique.

S'agissant de la végétation sur les talus, le SEROC tiendra informée l'inspection des installations classées de la réalisation de cet entretien.

S'agissant de la lagune lixiviats n°3, le SEROC doit procéder à la réparation de cette lagune afin de supprimer tout écoulement sur la chaussée.

Une vigilance particulière doit être apportée au bon fonctionnement de la pompe de relevage des lixiviats, tant que le pompage des lixiviats est requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fin de la période de post-exploitation et cessation d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/1999, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Fin de la période de post-exploitation et cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 1999

La date de l'arrêt définitif de l'installation sera notifiée au préfet 6 mois au moins avant celle-ci. Il sera joint à cette notification un mémoire sur l'état du site.

Article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de

déchets non dangereux

[...] Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;
- mesure la qualité des lixiviats ;
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 35 ;
- démontre « la maîtrise des impacts » sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article « R. 181-46 » du code de l'environnement qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 38 ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 7 ;
- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

Constats :

La période de post-exploitation ayant démarré au début des années 2000 et les garanties financières courant jusqu'au 30 juin 2030, l'inspectrice invite le SEROC à anticiper la fin de la période de post-exploitation et la cessation d'activité en application des dispositions de l'article R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié susvisé ne sont pas directement applicables, les installations bénéficiant de l'antériorité. Toutefois, dans le cadre de la fin de la période de post-exploitation, ces prescriptions peuvent utilement servir de cadre, notamment pour l'établissement du mémoire sur l'état du site.

Le mémoire sur l'état du site requis au titre de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1996

n'a jamais été transmis. Lors de l'inspection de février 2024, il a été constaté que le SEROC réalisait trimestriellement une surveillance de la qualité des eaux du bassin d'eaux pluviales, des lixiviats contenus dans les lagunes 2 et 3 et des eaux souterraines au niveau du piézomètre. Celle-ci ne fait pas apparaître de pollution particulière des eaux surveillées, les lixiviats semblant aujourd'hui assimilables à des eaux pluviales d'après les résultats d'analyse synthétisés par le SEROC.

S'agissant des lixiviats et comme le prévoient les dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité, l'exploitant doit envisager d'arrêter la pompe de relevage des lixiviats et de faire un bilan après une période d'arrêt comprise entre 6 mois et 2 ans.

Le mémoire sur l'état du site devra également faire un point sur la conception des ouvrages (cote de fond de casier, présence de digues, réseaux de collecte, couverture, etc.) dans la mesure des documents historiques et des données à disposition.

Au regard du projet de parc photovoltaïque, une modification des servitudes d'utilité publique intégrant ce type d'usage devra être sollicitée.

Il est rappelé que le SEROC doit faire appel à un bureau d'études certifié en sols pollués pour l'élaboration des attestations réglementairement requises en application des dispositions de l'article R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra solliciter la fin de la période de post-exploitation auprès de l'inspection des installations classées, ce qui est un préalable à la cessation d'activité au sens de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite